

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article424>



Prolifération nucléaire : la France en pointe

Un rôle secondaire pour les Etats-Unis dans l'avenir nucléaire de l'Inde

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le [Washington Post](#) du 2 septembre 2008 a publié un article transmis à son service "Etranger" par le journaliste indien Rama Lakshmi, que nous avons traduit en français.

NEW DELHI - Quatre mois avant que l'Inde ne surprenne le monde en conduisant ses essais nucléaires souterrains de 1998, le président français Jacques Chirac a effectué une visite en Inde, accompagné de 100 chefs d'entreprises, et y a rencontré des dirigeants politiques et des industriels indiens.

Lors d'une de ces rencontres, Chirac a surpris les indiens : *"Il nous a dit : "La France comprendrait parfaitement que l'Inde conduise des essais nucléaires. Nous serons avec vous"*, se souvient Tarun Das, principal inspirateur de la Confédération de l'Industrie Indienne, le groupement d'affaires qui recevait la délégation française.

"La France, comme la Russie, a une longue tradition de coopération étroite avec l'industrie nucléaire indienne", souligne Das. Tandis que les compagnies nucléaires américaines ont été incapables de faire des affaires en Inde depuis 1974, c'est-à-dire depuis l'entrée en vigueur des restrictions commerciales consécutives au premier essai atomique de New Delhi.

A présent, un accord historique entre l'Inde et les Etats-Unis relatif au nucléaire civil va permettre aux compagnies américaines de revenir dans la course et lèvera les restrictions sur les ventes à l'Inde de technologie et de combustible nucléaires imposées aux autres pays.

La France et la Russie *"arrivent en tête de la queue pour les contrats commerciaux résultant de l'accord nucléaire"*, déclare Das. *"Mais n'oublions pas qu'il y a derrière elles une très, très longue queue. Les Américains et bien d'autres sont dans la queue."*

Par-delà les déclarations politiques bruyantes, les proclamations sur le changement climatique ou la politique étrangère, l'accord sur l'énergie nucléaire concerne des affaires d'un montant supérieur à 100 milliards de dollars étalés sur une vingtaine d'années et potentiellement la création de dizaines de milliers d'emplois aux Etats-Unis et en Inde. Les compagnies américaines espèrent récupérer une part appréciable du gâteau nucléaire indien et rafler de gros contrats dans la défense et le secteur aérospatial.

L'accord est en passe d'être approuvé cette semaine par le "Groupe des Fournisseurs Nucléaires" constitué de 45 pays, qui régit le commerce mondial des matériels nucléaires.

Mais de nombreux officiels et experts des deux pays disent que même lorsque les obstacles politiques et diplomatiques auront été surmontés, les contrats en faveur de compagnies américaines ne seront pas attribués immédiatement. Selon eux, une fois que le groupe des fournisseurs aura donné son approbation, la première tournée de contrats ira probablement à la France et à la Russie. Le délai requis pour la ratification par les Etats-Unis, les lacunes de la législation indienne sur la responsabilité, le souvenir pénible des relations nucléaires perturbées ralentiront probablement les choses pour les Américains.

Par suite d'un sérieux déficit en uranium, bon nombre des 17 réacteurs nucléaires indiens ne fonctionnent qu'à 40 % de leur capacité. On prévoit la construction d'une trentaine de nouveaux réacteurs d'ici à 2030.

Un rôle secondaire pour les Etats-Unis dans l'avenir nucléaire de l'Inde

Selon des experts nucléaires indiens et nord-américains, l'Inde a approuvé de façon informelle la construction de six à huit centrales par des compagnies gouvernementales de France et de Russie.

« Il n'est pas exact de dire que la France et la Russie se sont vu attribuer des sites de réacteurs. Mais ce n'est pas faux non plus, » dit Sudhinder Thakur, le directeur exécutif de la Société Indienne d'Energie Nucléaire (Nuclear Power Corp. of India), la compagnie gouvernementale qui a le monopole de la production d'énergie nucléaire en Inde. *« Chacun sait que nous avons commencé le travail préparatoire à l'acquisition des terrains et à la construction des infrastructures en quatre lieux différents. Nous avons depuis longtemps une coopération à long terme avec les Français et les Russes. »*

Lorsque certaines délégations américaines ont demandé une déclaration de soutien similaire, l'Inde n'a donné que des assurances verbales. Pareilles ententes avec des firmes américaines auraient été politiquement incendiaires en Inde, vu l'opposition à l'accord nucléaire enracinée dans une défiance envers les Etats-Unis qui remonte à l'époque de la guerre froide.

Pendant que l'accord attend sa ratification par le Congrès, les poids lourds américains de l'énergie comme General Electric perdent un temps précieux dans leur compétition avec la compagnie française Areva et la russe Rosatom. General Electric a construit et mis en service la toute première centrale électrique en Inde, à Tarapur près de Mumbai (Bombay), mais s'est retirée du pays en 1974.

Mais il se pourrait que l'obstacle le plus difficile à franchir pour les Américains soit l'absence en Inde de lois définissant clairement les responsabilités en cas d'accident nucléaire.

« Notre industrie nucléaire appartenait jusqu'à présent au secteur gouvernemental. Et nous faisons affaire avec d'autres compagnies gouvernementales de Russie et de France. La prise de décision, les processus de régulation, n'étaient pas du tout transparents », dit V. Raghuraman, le principal conseiller en matière d'énergie de la Confédération de l'Industrie Indienne, qui a appuyé fortement l'accord.

Les délégations de sociétés américaines envoyées en Inde n'ont cessé de répéter qu'à moins d'être protégées par des lois sur la responsabilité, elles estimeraient impossible de vendre des réacteurs à l'Inde.

« Les compagnies américaines sont toujours préoccupées par les risques de poursuites devant les tribunaux US et les questions de responsabilité », dit Omer Brown, un juriste qui travaille à promouvoir un cadre légal international pour les incidents nucléaires, sous le nom de « Convention de compensation subsidiaire ». *« C'est plus qu'un problème pour les compagnies nucléaires privées américaines. Les compagnies nucléaires gouvernementales de France et de Russie bénéficient d'une immunité liée à la souveraineté, elles peuvent s'en tirer sans rien payer. »*

La convention est conçue pour couvrir les réclamations en cas d'accident nucléaire et fournir un fonds mondial d'indemnisation des victimes. Elle entrera en vigueur lorsque cinq pays au moins, disposant au total de 400 000 mégawatts de capacité nucléaire installée l'auront ratifiée avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Quatre l'ont déjà fait : les Etats-Unis, le Maroc, l'Argentine et la Roumanie, avec un total de 319 256 mégawatts.

« Les limitations de responsabilité restent très importantes pour les compagnies privées opérant dans ce secteur », dit Karan Bhatia, l'un des vice-présidents de General Electric chargé de la politique et des relations internationales avec les gouvernements. Du point de vue de la compagnie, la ratification de la convention par l'Inde et l'adoption d'une législation nationale *« seraient le meilleur chemin pour progresser »,* dit Bhatia.

Un rôle secondaire pour les Etats-Unis dans l'avenir nucléaire de l'Inde

Les officiels indiens ont accepté d'examiner la proposition. Mais avec une élection nationale programmée dans quelques mois, la question pourrait bien être renvoyée au prochain gouvernement.

Le volume d'affaires accessible aux Américains devrait gonfler lorsque la loi indienne interdisant aux compagnies privées de fournir de l'énergie nucléaire sera amendée. De grandes sociétés indiennes sont en train d'explorer les possibilités de liens avec les compagnies US et françaises, pour obtenir éventuellement des contrats de construction de centrales nucléaires et de production d'énergie, ou pour fabriquer des composants tels que générateurs et turbines.

Mais l'Inde ambitionne davantage que de devenir un simple marché pour les acteurs étrangers de l'industrie nucléaire. Le pays espère se positionner lui-même comme un centre de fabrication à bas coût capable de fournir des composants nucléaires au monde entier. Ici les officiels disent qu'ils veulent aussi fournir de la main d'oeuvre aux projets nucléaires et aider d'autres pays à retirer du service, à moderniser ou à remplacer leurs vieilles centrales nucléaires.

Les habitudes indiennes en matière de commerce nucléaire représentent aussi un défi pour certaines compagnies américaines. Les centrales nucléaires indiennes ont toujours préféré se procurer le combustible nucléaire, le réacteur et la technologie auprès d'un même et unique vendeur. Ce modèle marchait avec les Russes et les Français parce que personne d'autre ne voulait faire de commerce nucléaire avec l'Inde.

« La façon de penser des Indiens doit se détacher de cette pratique. Nous essayons de les convaincre qu'il est beaucoup plus économique de travailler avec plusieurs vendeurs et de leur acheter séparément », dit Vijay Sazawal, directeur des programmes gouvernementaux à l'USEC, un fournisseur d'uranium enrichi basé au Maryland.

Mais Sazawal dit aussi qu'il n'a pas l'intention d'attendre que les lois soient amendées et que les mentalités changent. Sa compagnie est en négociation avec la compagnie française EDF pour faire du business nucléaire en Inde.

"Trois décennies de refus technologique par les Etats-Unis ont laissé des traces de méfiance », dit K. Santhanam, un expert de la défense qui a travaillé sur le programme nucléaire indien. *« C'est pourquoi dans un premier temps l'industrie américaine peut jouer un rôle de sous-traitant pour les réacteurs français ou s'associer dans un consortium avec des compagnies françaises. Après tout, les Français ne permettront pas aux Américains de se tailler la part du lion."*

Traduction libre de reproduction sous réserve de mentionner : "[Washington Post](http://www.washingtonpost.com). Traduction d'[ACDN](http://www.acdn.net), www.acdn.net"